

Les représentations sociales de l'effet de serre

2011



NOTE DE SYNTHÈSE

La situation à la veille de l'enquête de 2011

Depuis l'année 2000, l'Ademe a régulièrement lancé chaque année une enquête par sondage auprès du grand public concernant les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique. Ces enquêtes ont été administrées par l'institut ISL en mai 2000, en mars 2001, au mois de juillet 2002, en juin 2003, mai 2004, juin 2005, juin 2007, juin 2008, et juin 2009 et septembre 2010. La présente enquête, douzième vague de cette recherche, a été administrée en juin 2011.

Les dix premières enquêtes (2000 à 2009) ont permis de repérer quelques traits fondamentaux d'évolution des attitudes du public. La principale consiste en une évolution lente, graduée, mais uniforme des attitudes à l'égard de l'effet de serre caractérisée par :

- ❖ Une capacité croissante dans le public à identifier le phénomène "effet de serre" c'est à dire à fournir une réponse argumentée à la question "En quoi consiste selon vous l'effet de serre ?" sans toutefois que l'on puisse conclure à une véritable compréhension des mécanismes physiques en jeu
- ❖ Une prise de conscience progressive de l'urgence de l'enjeu climatique
- ❖ Une affirmation croissante de la réalité scientifique du phénomène c'est à dire d'un accord au sein de la communauté scientifique sur la nature de ce phénomène
- ❖ Un acquiescement du public à la nécessité d'une modification des comportements individuels en matière de consommation d'énergie, sans que les moyens précis de ces changements de trajectoire soient clairement énoncés.
- ❖ Une approbation d'une série de régulations publiques de nature à réduire ces mêmes consommations énergétiques

Les résultats obtenus lors de l'enquête de septembre 2010¹ ont sérieusement remis en question ces conclusions dans la mesure où ils ont fait apparaître un coup d'arrêt, voire une inflexion des tendances observées dans les dix années précédentes. En effet, sur plusieurs points cruciaux des évolutions notables ont été enregistrés en 2010 :

¹ Voir notre note de synthèse pour l'Ademe novembre 2010

- ❖ La préoccupation pour l'effet de serre, mesurée dans ces enquêtes depuis 2005² par la question, "je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quels sont les deux qui vous semblent les plus préoccupants?" s'effondre dans l'enquête de 2010 puisque 19 % des enquêtés seulement citent " le réchauffement climatique, l'effet de serre" contre près de 30 % les deux années précédentes.
- ❖ Le pourcentage du public estimant que le réchauffement de l'atmosphère terrestre dû à l'augmentation de l'effet de serre était une théorie validée par la plupart des scientifiques baisse brutalement, passant de 70 % à 51 %.
- ❖ L'opinion selon laquelle "les désordres du climat (comme les tempêtes ou les inondations en France) sont causés par l'effet de serre" avait peu à peu convaincu une bonne partie du public puisque 50% des personnes interrogées la soutenaient en 2009, mais en 2010 ce pourcentage ne s'élève qu'à 37% ;
- ❖ Le sentiment " qu'il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour empêcher l'augmentation de l'effet de serre " recule sérieusement, passant d'environ 60% dans les années 2007--2009 à 52% dans l'enquête 2010.

Cette évolution avait été attribuée à l'échec très médiatisé de la conférence de Copenhague (7-18 décembre 2009) et à la polémique sur la solidité des conclusions du GIEC. En reprenant les mêmes mesures, l'enquête de juin 2011 devait vérifier si ces évolutions devaient être attribuées à une modification durable des structures de perception du public ou à un effet purement conjoncturel lié à la controverse climatique.

² Dans les enquêtes antérieures le libellé de la question était légèrement différent : **Quelles sont selon vous les deux actions que l'Etat doit mener en priorité dans le domaine de la protection de l'environnement ?**

Les résultats de l'enquête de 2011

Dans l'enquête de 2011, une nouveauté a été introduite : il s'agit d'une mesure de l'importance relative de l'enjeu "environnement" ou réchauffement climatique", comparée à d'autres enjeux nationaux tels que "l'emploi" ou "l'éducation" :

GfK ISL		Les représentations sociales de l'effet de serre		Août 2011	
		A0 - Dans cette liste, quelle est la question qui vous paraît la plus importante aujourd'hui pour la France ? En premier, en deuxième ?			
Priorités selon les deux formulations proposées : « L'environnement » ou « Le réchauffement climatique » 14					
	Echantillon 1		Echantillon 2		
	1 ^{ère} REPONSE	TOTAL CITATIONS	1 ^{ère} REPONSE	TOTAL CITATIONS	
L'emploi	29	43	23	39	
La sécurité des biens et des personnes	6	15	7	17	
L'éducation et la recherche	12	26	12	24	
Les inégalités	10	19	12	22	
Le logement	4	9	3	9	
Les impôts et taxes	5	11	4	12	
La hausse des prix	14	26	14	27	
L'immigration	3	7	5	8	
L'environnement	8	21			
Le réchauffement climatique			7	19	
Les déficits publics et la dette de l'Etat	9	19	11	19	
Les banlieues	1	4	1	3	

L'usage du terme « environnement » ou « réchauffement climatique » n'a pas d'impact sur les réponses et le classement.

Les résultats indiquent que "l'environnement" ou le "réchauffement climatique"³ ne constituent pas la première priorité des Français. Dans les choix du public cette préoccupation n'arrive qu'au cinquième rang après "l'emploi", "l'éducation", "la hausse des prix" et "les inégalités". Ce type de questions étant assez fréquent en période préélectorale, on pourra vérifier dans les mois à venir dans quelle mesure l'enjeu environnemental constitue un thème de campagne comme il l'avait été lors des élections de 2007.

³ Pour s'assurer que l'emploi de chacun de ces deux termes n'entraîne pas de différences de perception, le terme "environnement" a été proposé à une moitié de l'échantillon et le terme "réchauffement climatique" à une autre moitié. Aucune différence n'a été observée dans les réponses des deux échantillons.

Au-delà de ces préoccupations générales l'interrogation concernant la question la plus préoccupante en matière d'environnement a été posée comme dans les autres enquêtes. On a rappelé plus haut que la tendance à la hausse de l'importance de l'enjeu "réchauffement climatique" s'était brutalement interrompue en 2010. On constate aujourd'hui que cette tendance semble se confirmer puisque le choix du "réchauffement climatique" n'est fait que par 15 % de l'échantillon. Mais, pour la première fois, cette baisse est directement induite par le niveau inhabituel des craintes concernant le nucléaire qui passent de 11% en 2010 à 21 % en 2011. **L'accident de "Fukushima" affecte sérieusement les réponses de l'enquête de juin 2011 et rend difficile la comparaison avec les enquêtes antérieures.** Savoir dans quelle mesure cet effet est durable dans les représentations sociales sera un enjeu important pour des enquêtes ultérieures.

GfK ISL	Les représentations sociales de l'effet de serre											Août 2011
	A1-Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quels sont les deux qui vous semblent les plus préoccupants ? * De 2000 à 2004 la question était: Quelles sont selon vous les deux actions que l'Etat doit mener en priorité dans le domaine de la protection de l'environnement ?											
(% première réponse)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Le réchauffement climatique / effet de serre	6	9	7	11	8	19	21	33	29	28	19	15
La lutte contre la pollution de l'air	24	23	24	21	25	21	21	21	17	15	16	15
La pollution de l'eau	21	19	21	23	19	23	20	18	20	19	23	21
Les déchets ménagers	8	9	12	12	12	8	9	8	9	7	9	8
La dégradation de la faune et de la flore	9	12	9	9	10	11	9	8	9	11	13	14
Les risques du nucléaire	16	13	13	9	12	10	13	7	9	12	11	21
Le bruit	5	4	4	4	4	5	5	3	5	5	6	3
La dégradation des paysages	3	3	3	2	3	2	2	2	2	3	3	3
Sans Réponse	2	2	1	1	0	0	0	0	1	0	0	0
Le développement des technologies propres	5	5	6	7	7	-	-	-	-	-	-	-

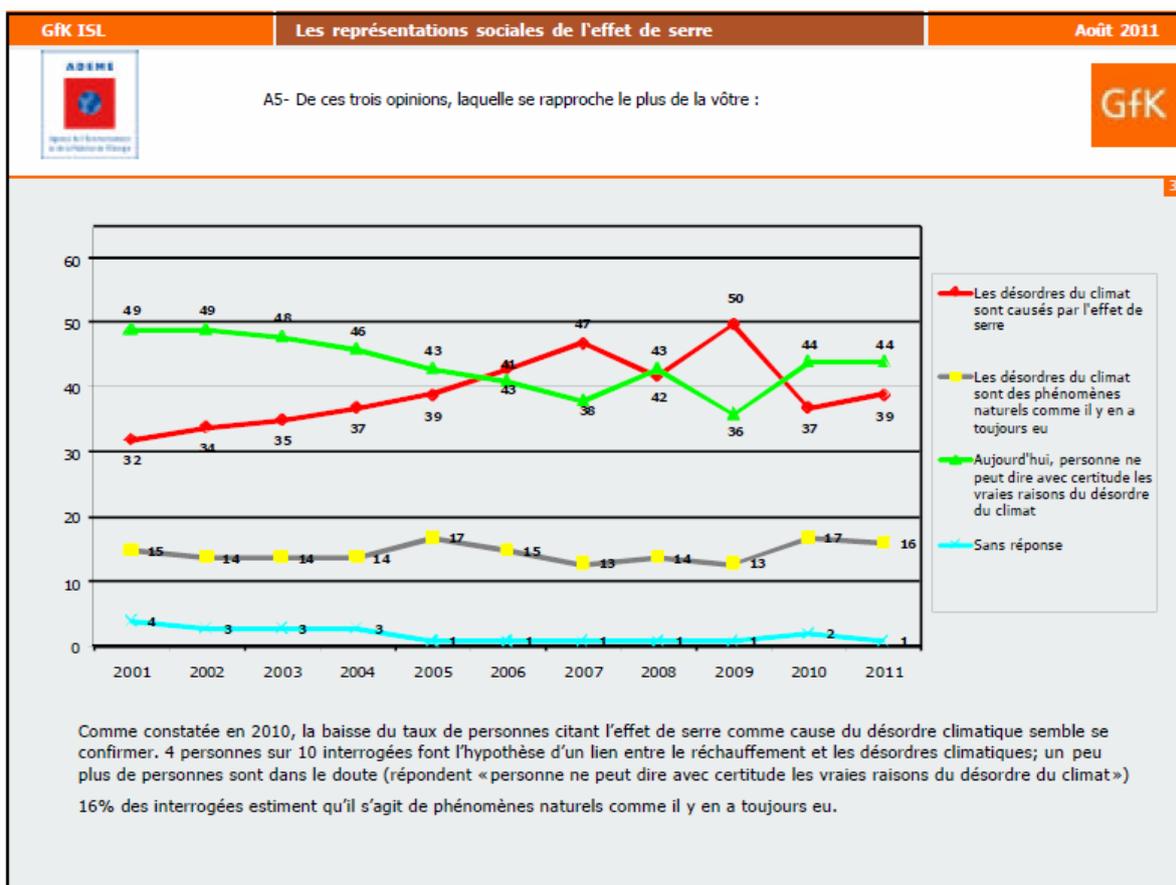
16

- La variation la plus forte concerne « les risques du nucléaire » avec + 10 points; cette augmentation, par effet mécanique, repousse « le réchauffement climatique / effet de serre » avec - 4 points
- Parmi les différents problèmes d'environnement proposés, « l'effet de serre ou réchauffement climatique » reste le plus préoccupant pour les 15-24 ans (21%) et les cadres (23%).
- A noter également que les répondants de la région Ouest, et notamment de Bretagne et des Pays de Loire, confrontés depuis plusieurs années à la présence excessive de nitrates dans l'eau, citent à 34% la pollution de l'eau comme étant le problème le plus préoccupant.

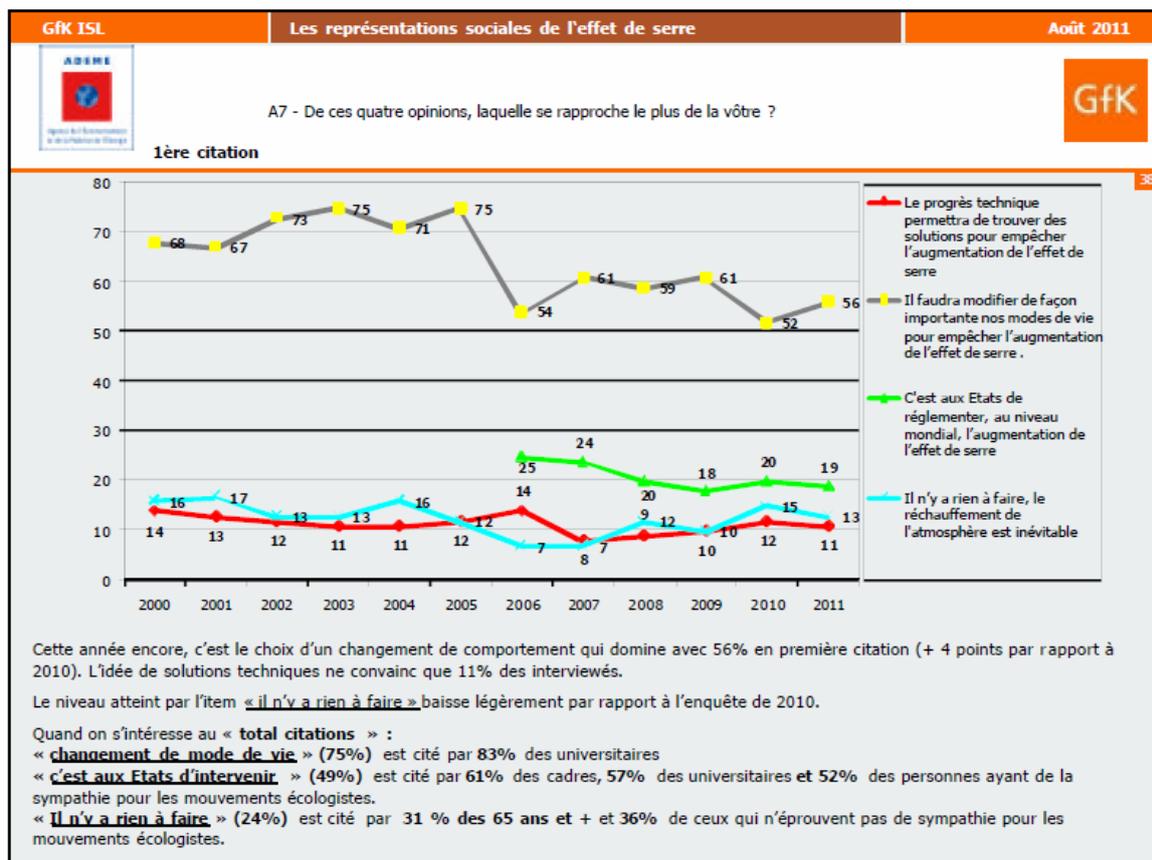
En 2001, l'appréhension de "l'effet de serre" comme une théorie validée par la plupart des scientifiques avait été sérieusement mise en question dans un climat de controverses sans doute difficiles à appréhender pour le grand public. Cette année, alors que la polémique publique semble s'être atténuée, la tendance s'inverse dans les représentations sociales : alors que l'année dernière 51 % seulement des répondants estimaient que la théorie du réchauffement climatique était "une certitude pour la plupart des scientifiques", **cette fois le pourcentage est de 60 %, voisin de celui que l'on observait au début des années 2000**, mais cependant inférieur au niveau atteint le plus souvent dans les années les plus récentes.

Un deuxième signe de réassurance du public réside dans le fait qu'il semble plus convaincu que l'année précédente du sérieux des prévisions des climatologues : **72 % des répondants estiment qu'en matière de réchauffement climatique "les scientifiques évaluent correctement les risques"** contre 28 % pensant qu'ils exagèrent les risques. L'année dernière, ces mêmes pourcentages étaient respectivement 66 % (évaluation correcte des risques) contre 34 % (exagération).

Toutefois, si la vraisemblance de la théorie du réchauffement de l'atmosphère semble se ré-ancrer dans la société, le problème de ses conséquences éventuelles sur le climat terrestre demeure problématique. **La courbe retraçant l'évolution des opinions sur ce point montre en effet que les deux opinions "Les désordres du climat sont causés par l'effet de serre" ou "Aujourd'hui personne ne peut dire avec certitude les vraies raisons des désordres du climat" se situent à des niveaux voisins et n'ont pas évalué de façon nette après une période où la première de ces deux conceptions avait paru devenir dominante.** Mais il demeure vrai que la conception selon laquelle "les désordres du climat sont des phénomènes naturels comme il y en a toujours eu" demeure stable et très minoritaire.



Comment remédier à l'augmentation de l'effet de serre : trois possibilités sont fournies dans les questionnaires de l'Ademe : la confiance dans les avancées du progrès technique, la modification des modes de vie, ou la résignation devant un phénomène inévitable. Depuis l'enquête de 2006 on a ajouté à ces options le choix d'une solution volontariste, c'est à dire d'une véritable régulation par les Etats. En 2009 on avait noté un déclin inquiétant de la réponse impliquant un changement des comportements individuels (de 61 % à 52 %). **Dans l'enquête de cette année, cette option retrouve un niveau un peu plus élevé (56 %) sans atteindre les sommets des années 2007 et 2009.**



Dans le rapport de l'année 2010, on s'était interrogé sur les conséquences que pouvaient avoir les évolutions d'attitudes en matière de changement climatique sur les comportements individuels : si le public accorde un moindre crédit à la théorie du réchauffement de l'atmosphère et à ses conséquences climatiques, doit-on s'attendre :

- 1) à ce qu'il accepte moins volontiers les régulations publiques destinées à remédier à cette situation
- 2) à ce qu'il adopte moins facilement des comportements vertueux dans ses consommations énergétiques ?

Les données comparées de la dernière enquête permettent de se prononcer sur ces évolutions.

En ce qui concerne l'évolution de l'acceptabilité des régulations publique dans le domaine de l'environnement, on ne remarque pas d'évolutions majeures : hors quelques variations qui peuvent tenir à des aléas d'échantillon, le public reste en accord - à des niveaux variables - avec un certain nombre de limitations concernant la voiture (bridage des moteurs, interdiction des 4X4 en ville, arrêt des constructions d'autoroutes, limitations de vitesse à 120 km sur les autoroutes).

GfK ISL		Les représentations sociales de l'effet de serre									Août 2011	
		A14- Je vais vous citer des mesures que l'on pourrait adopter pour lutter contre l'effet de serre. Pour chacune d'entre elles vous me direz si elle vous semblerait très souhaitable, assez souhaitable, pas vraiment souhaitable ou pas du tout souhaitable										
41												
TOTAL SOUHAITABLE	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Evol	
Limiter la vitesse des automobiles dès leur fabrication en usine	78	79	80	80	77	80	80	79	72	75	+3	
Interdire les 4X4 en ville	-	-	-	-	70	73	78	80	73	73	-	
Obliger les propriétaires à rénover et à isoler les logements lors d'une vente ou d'une location	-	-	-	-	-	77	77	80	81	76	-5	
Stopper la construction de toute nouvelle autoroute et affecter cet argent au transport par rail	66	63	59	61	62	61	65	67	63	65	+2	
Taxer le transport aérien pour favoriser le transport par train	-	-	43	48	47	54	59	56	57	57	-	
Abaisser la vitesse limite sur autoroute à 110 km/heure	-	-	48	53	50	50	56	55	50	51	+1	
Installer dans les foyers des compteurs électriques qui analysent les consommations pour permettre aux gens de faire des économies d'énergie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	81		
Augmenter le prix des produits de consommation qui nécessitent un transport sur une longue distance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	52		
<p>Les résultats sont assez proches des réponses de 2010, à l'exception de la proposition d'obliger les propriétaires à rénover et à isoler les logements lors d'une vente ou d'une location, qui baisse de 5 points. Les propriétaires interrogés ne sont que 72% à trouver cette mesure souhaitable (sans doute à cause de « l'obligation » contenue dans cette proposition) contre 85% des locataires.</p> <p>Deux nouvelles mesures ont été proposées dans l'enquête de cette année. « Installer dans les foyers des compteurs électriques qui analysent les consommations » est la proposition qui obtient le plus d'adhésions.</p>												

Pour ce qui est, en second lieu, des comportements individuels déclarés, il n'y a pas non plus d'évolutions majeures. On distingue toujours entre une série d'acquis (tri des déchets, extension des appareils en veille, achats de produits de saison) et une autre série de comportements plus rares (limitation de la consommation de viande, utilisation des transports en commun) .

GfK ISL		Les représentations sociales de l'effet de serre											Août 2011	
		A13- Je vais vous citer des actions qui pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre ? Pour chacune, dites-moi si...vous le faites déjà ou ... vous pourriez le faire assez facilement ou ... vous pourriez le faire mais assez difficilement ou... vous ne pouvez pas le faire												
	VOUS LE FAITES DÉJÀ							VOUS POURRIEZ LE FAIRE FACILEMENT						
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Trier les déchets	81	81	83	86	87	83	83	13	12	12	9	9	11	13
Eteindre les appareils électriques qui restent en veille	70	70	68	71	69	64	63	24	22	25	21	26	26	29
Veiller à acheter des légumes locaux et de saison	-	-	-	66	64	63	67	-	-	-	23	25	26	23
Baisser la température de son logement de deux ou trois degrés l'hiver	46	52	54	54	55	50	51	28	21	22	22	20	20	20
Limiter la consommation de viande de mon foyer	-	-	-	41	42	37	38	-	-	-	31	31	37	31
Utiliser les transports en commun plutôt que la voiture	31	35	33	33	31	31	32	19	13	27	17	14	17	19
Se déplacer en vélo plutôt qu'en voiture	-	-	-	23	22	20	21	-	-	-	23	21	19	22
Faire du co-voiturage	-	-	-	-	-	-	17	-	-	-	-	-	-	29
Choisir des produits avec peu d'emballage	-	-	-	-	-	-	48	-	-	-	-	-	-	40

« Trier les déchets » et « éteindre les appareils électriques » sont des comportements déjà très majoritairement répandus.
 On constate une augmentation pour « l'achat de légumes locaux et de saison », peut-être lié aussi à la hausse des prix.

Conclusion

Les événements de 2009, échec de la conférence de Copenhague, polémiques publiques sur la réalité du réchauffement de l'atmosphère et de ses causes, ont, sans aucun doute, affecté les représentations sociales en créant un courant de défiance à l'égard de ce qui avait semblé, jusque-là des acquis scientifiques incontestables. Il est assez probable, d'autre part, que la crise économique et financière en cours contribue pour partie à rendre moins présents les enjeux environnementaux, parmi lesquels le réchauffement climatique. Une question de ces enquêtes, posée depuis 2009 donne du reste une mesure de ces évolutions : en 2009, 80 % des personnes interrogées estimaient que la priorité du gouvernement devrait être "d'orienter l'économie vers des activités qui préservent l'environnement" (plutôt que de "relancer fortement l'économie en relançant la croissance industrielle"). Dans l'enquête de cette année la réponse favorisant la préservation de l'environnement demeure très majoritaire mais se situe à un niveau inférieur : 74 % (contre 24 % souhaitant une forte relance de l'économie).

Ces évolutions d'opinion peuvent s'interpréter soit comme une rupture grave et durable d'une représentation sociale qui s'était peu à peu affirmée, soit comme un reflux provisoire dû à des événements, par définition, fugitifs. Il est évidemment difficile de trancher définitivement entre ces deux hypothèses mais la lecture des chiffres de la dernière enquête incline plutôt à choisir la deuxième hypothèse. Il est en particulier frappant de constater que l'acceptation des régulations publiques et la déclaration des comportements favorisant l'environnement ne semblent subir que de faibles variations, sans doute aléatoires. Il reste que, les conséquences de l'accident de Fukushima et les enseignements qu'en tire le public quant au choix énergétiques demeurent problématiques. Il faut enfin noter que si les polémiques publiques à propos des causes du réchauffement climatique semblent s'être apaisées, c'est au profit, non d'une contre-offensive des partisans de ceux qui affirment l'urgence de cet enjeu mais d'un silence médiatique qui ne sera peut-être pas sans conséquences sur les représentations sociales.

L'ADEME EN BREF

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) est un établissement public sous la triple tutelle du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. Elle participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable.

Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'agence met à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la qualité de l'air et la lutte contre le bruit.

